



**Décision de non-opposition à une
Déclaration préalable - Constructions et
travaux non soumis à permis de construire
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

MAIRIE COLAYRAC SAINT CIRQ

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
Dossier déposé le 29 Mars 2026 et complété le 28 Avril 2026	N° DP 047069 26 00020
Par : ENR-CCRS Représentée par MARTY Gérard Et par : Pascale CHOLLET Demeurant à : 363 Route de Cauderoue 47600 Nérac Pour : Pose de 8 panneaux au sol sur bac ne dépassant pas 1,80 m de hauteur. Sur un terrain sis à : Lieu dit Bel air Cadastré : B264	

Le Maire :

Vu la demande de DP 047069 26 00020 susvisée ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé en date du 22/06/2017, révisé le 15/02/2024 ;

Vu les dispositions du règlement des zones A et N du PLUi susvisé ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels majeurs concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux approuvé par arrêté préfectoral du 22/01/2018 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques de l'Agenais approuvé par arrêté préfectoral en date du 19/04/2000, modifié le 18/04/2002, notamment les dispositions des secteurs situés en risques faible et moyen de glissements superficiels de terrains et en risque fort de chutes de blocs ;

Vu la cartographie de l'aléa mouvement de terrain d'avril 2013 ;

Vu l'Atlas du Lot-et-Garonne du risque incendie de forêt ;

Vu l'Espace Boisé Classé ;

Vu l'avis Favorable avec prescriptions du Service Risques Sécurité - Prévention des Risques de la DDT 47 en date du 20 mai 2026 ;

Considérant que le projet porte sur la pose au sol de 8 panneaux photovoltaïques sur un terrain situé en zones A et N du PLUi, en risques faible et moyen de glissements superficiels de terrains et en risque fort de chutes de blocs et en risque fort d'incendie de forêt ;

Considérant que le projet se situe en totalité en zone A du PLUi et en zone d'aléa faible de glissement de terrain ;

DECIDE

ARTICLE UN : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants :

ARTICLE DEUX : Le pétitionnaire respectera strictement les réserves émises par le Service Risques Sécurité de La Direction Départementale des Territoires dans son avis ci-joint, à savoir :

« **Feux de Forêt :** Le terrain est situé dans la zone d'aléa **fort** du risque selon la cartographie consultable sur le site des services de l'État : <https://www.lot-et-garonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-protection-de-la-population/Risques-majeurs/Feux-de-forets/L-atlas-departemental-du-risque-incendie-de-foret>.

Comme mentionné dans le dossier joint, le projet est bien implanté à une distance de 12 mètres minimum de l'espace boisé. Il ne devra pas nuire à l'accès au massif forestier pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Pour information : Des dispositions adaptées doivent être prises pour limiter ce risque : maintien de l'accès à la forêt, éloignement des constructions de la forêt, débroussaillage, incinération (cf. règlement interdépartementale de protection de la forêt contre les incendies pris par arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2023, accessible sur le site internet : <https://www.lot-et-garonne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-et-protection-de-la-population/Risques-majeurs/Feux-de-forets>), choix des matériaux utilisés pour les constructions, aménagement des abords des constructions, haies et végétation... La plaquette d'information et le guide incendie de forêt 2011 (recommandations en matière de prévention du risque incendie de forêt + schéma + Annexe 2) peuvent également être consultés sur le site internet des services de l'État.

Mouvement de terrain : Selon la carte d'aléa mouvements de terrain, le projet se situe en zone d'aléa faible de glissement de terrain. Les recommandations de la zone d'aléa faible devront être respectées. »

ARTICLE TROIS : Le pétitionnaire respectera strictement le règlement du PPR Naturels majeurs concernant les mouvements différentiels de terrains liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux consultable sur le site internet des services de l'Etat : <https://www.lot-et-garonne.gouv.fr/argiles-elaboration-du-ppr-retrait-gonflement-des-a1502.html>.

Fait à COLAYRAC SAINT CIRQ

Le 02 juin 2026

Le Maire

Patrick MAZZER

L'affichage en Mairie de l'avis de dépôt prévu à l'article R.423-6 du code de l'urbanisme a eu lieu le 31/03/2026.

*** **INFORMATION RISQUE ALEA INCENDIE DE FORET** : "La parcelle se situe pour partie en aléa fort pour le risque d'incendie de forêt au vu de l'atlas départemental validé en novembre 2013 (cartographie consultable sur le site internet des services de l'Etat : <http://www.lot-et-garonne.gouv.fr/1-atlas-departemental-du-risque-a2211.html>) des dispositions adaptées doivent être prises pour limiter ce risque : maintien de l'accès à la forêt, éloignement des constructions de la forêt, débroussaillage, incinération (cf. règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies pris par arrêté préfectoral en date du 20 avril 2016, accessible sur le site internet <http://www.lot-et-garonne.gouv.fr/protection-de-la-foret-contre-les-incendies-a3957.html>), choix des matériaux utilisés pour les constructions, aménagement des abords des constructions, haies et végétation. La plaquette d'information et le guide incendie de forêt 2011 (notamment 3-Les recommandations en matière de prévention du risque incendie de forêt + schéma + annexe 2) peuvent également être consultés sur le site internet des services de l'Etat.

*** A titre informatif, nous vous rappelons que votre projet est soumis au versement des taxes mentionnées ci-après : Redevance pour l'archéologie préventive (RAP) et Taxe d'Aménagement (TA) dont le montant de la taxe est calculé selon la formule suivante : surface taxable de la construction x valeur forfaitaire (de l'année de délivrance de l'autorisation d'urbanisme révisée au 1er janvier de chaque année) x taux fixé par la collectivité territoriale sur la part qui lui est attribuée.). Les montants vous seront communiqués ultérieurement.

*** Le pétitionnaire devra déposer une DT DICT cerfa n°14434*02 via le site <http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr>, afin d'apprécier l'impact de la construction sur d'éventuels réseaux et canalisations présents sur la parcelle (ligne moyenne tension, canalisation, ...).

INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux dans le délai d'UN MOIS l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

